

# APRÈS 14 SIÈCLES DE 'NATIONAL CATHOLICISME' L'ÉGLISE ESPAGNOLE DIVORCE DE L'ÉTAT

(De notre envoyé spécial  
perm. Michel CHAUDE)

MADRID, vendredi.

L'ÉGLISE espagnole a adopté résolument la ligne post-conciliaire. Une profonde rénovation vient de s'opérer dans la direction de la Conférence épiscopale dont les travaux se tiennent actuellement à Madrid.

Sur les 14 membres qui dirigent la Conférence, cinq ont été réélus et neuf autres, accèdent, pour la première fois, à des postes-clés.

Ces neuf nouveaux élus sont parmi les évêques les plus combattifs et les plus modernes d'Espagne et certains ont déjà eu maille à partir avec le gouvernement.

C'est le cas de Mgr Cirarda qui, récemment, est entré ouvertement en conflit avec la police en défendant dans ses diocèses de Bilbao et de Saint-Sébastien des prêtres que celle-ci accusait d'être des nationalistes basques. Ou encore des évêques Diaz Merchan, Dorado et Anovero qui ont gagné une grande popularité en dénonçant les injustices sociales sur le ton des prophètes de l'Ancien Testament, en étant eux-mêmes les plus pauvres et les plus déshérités de la hiérarchie.

C'est le cas aussi de Mgr Miguel Angel Araujo, évêque du Ferrol, qui est rentré dans son diocèse avant la clôture de la conférence épiscopale lorsqu'il eut connaissance des sanglants incidents qui s'y étaient déroulés. Deux ouvriers avaient été tués et une trentaine blessés

par la police, qui essayait de disperser quelque 3.000 manifestants des chantiers navals de la ville. Ceux-ci protestaient contre le licenciement de six de leurs camarades.

Dimanche, l'évêque a lu une lettre pastorale où il dit : « Le monde actuel demande de nouveaux styles et de nouvelles organisations sociales » et que « les classes privilégiées doivent s'adapter à ce monde ». Il ajoute « qu'on ne résout pas les problèmes des travailleurs en les accusant de subversion, et qu'il est nécessaire d'analyser les causes profondes du malaise et de tenir compte des droits de l'homme ».

Ces nouveaux noms sont venus remplacer ceux d'évêques ultra-conservateurs comme Mgr Cantero, évêque de Saragosse et député aux Cortès, par désignation directe du chef de l'Etat.

## Naissance d'un nouvel anticléricalisme

Ces nominations sont appelées à avoir une profonde répercussion sur les relations entre l'Eglise et l'Etat en Espagne. Pour la première fois, après quatorze siècles de symbiose, l'Eglise est décidée à se séparer de l'Etat. Dans un pays de si profonde tradition catholique et dans un régime comme celui de Franco où l'Eglise est, avec l'Armée et le Mouvement National, l'un des principaux points d'appui, l'émancipation de l'Eglise produira des changements substantiels.

Actuellement, les évêques étant nommés après avoir été approuvés par Franco, l'Eglise s'identifie alors souvent au régime. Certains de ses évêques sont même députés aux Cortès et de nombreux prêtres sont membres des syndicats et des Jeunesses phalangistes.

La nouvelle Eglise espagnole présidée par le cardinal Vicente Enrique Tarancon, archevêque de Madrid, veut mettre fin à tous ces liens, à ce « national-catholicisme » et prétend créer une Eglise indépendante et pauvre.

De telles prétentions ont fait naître un nouvel anticléricalisme, celui de la droite franquiste

qui estime qu'avec cette nouvelle attitude « l'Eglise fait de la politique ». Ces jours derniers, les journaux du Mouvement national et des intégristes de l'Opus Dei ont multiplié leurs critiques.

La campagne a atteint un véritable caractère de scandale lorsque ces journaux ont publié un document de la Sainte Congrégation du Clergé de Rome qui manifestait de « graves réserves » doctrinales et disciplinaires sur les conclusions adoptées par l'Assemblée conjointe des prêtres et des évêques espagnols.

## « Un réduit intégriste »

Cette assemblée, qui s'est tenue en septembre dernier, recommandait la séparation de l'Eglise et de l'Etat et ses résolutions doivent être approuvées et mises à exécution par la Conférence Episcopale.

Le cardinal Tarancon partit pour Rome où il fut reçu par le Pape. A son retour, à la veille de l'ouverture de la conférence épiscopale, il portait une lettre du cardinal Villot, secrétaire d'Etat, où celui-ci affirmait que le document de la Congrégation du clergé n'avait pas été soumis au Pape et encore moins approuvé par lui, ses considérations n'ayant donc pas valeur de normes.

D'après les déclarations de plusieurs théologiens, la Congrégation du clergé est un « réduit intégriste » de la Curie romaine et plusieurs évêques espagnols de l'Opus Dei y ont une grande influence.

En partant de cette opinion, de nombreux observateurs pensent que des membres du gouvernement espagnol qui appartiennent aussi à l'Opus Dei auraient ainsi essayé d'éviter que la conférence épiscopale n'approuve les recommandations de l'assemblée conjointe au sujet de l'indépendance totale de l'Eglise envers le pouvoir civil. Que cette opinion soit vraie ou fausse, l'extraordinaire diffusion donnée au document de la Congrégation du clergé a eu des effets contraires à ceux qu'elle recherchait et la ligne réformatrice et indépendante de l'Eglise espagnole est sortie renforcée de l'épreuve.



Mgr Vicente Enrique Tarancon préside la nouvelle Eglise espagnole. (Photo U.P.I.)